

# TOUS ET TOUJOURS METIS

Hier, aujourd'hui, demain,  
l'immigration, une réponse aux  
défis démographiques,  
économiques et sociaux par le  
club Convaincre et Témoigner  
à Contre Courant

12 mars 2026



# INTRODUCTION

- Pour la première fois depuis 1945, la France a connu en 2025 un solde naturel de sa population négatif : plus de décès que de naissances. Seul le solde migratoire a permis que la population française ne baisse pas.
- Pourtant la représentation d'une population d'exilés qui coûte à la France et ne lui rapporte que des ennuis se renforce à une vitesse vertigineuse.
- Face aux échéances qui nous attendent, s'armer intellectuellement pour contrer cette représentation est un devoir pour ceux qui comme nous prônent une société accueillante, mais aussi dynamique démographiquement et économiquement.

# L'IMMIGRATION EN FRANCE, TOUTE UNE HISTOIRE

- La France est le plus ancien pays d'immigration en Europe, parce qu'elle est la première à connaître la révolution démographique. A la suite de la suppression du droit d'aînesse le maintien d'une paysannerie dominante passe par une forte baisse de la fécondité qui neutralise la hausse de l'espérance de vie et réduit le solde naturel de croissance de la population. Pays le plus peuplé d'Europe à la Révolution, elle se fait dépasser par le Royaume-Uni puis l'Allemagne unifiée.
- **Dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle la France devient un pays d'immigration de masse en vue de combler les pénuries de main-d'œuvre.**

# LES PHASES DE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION

- Quatre grandes phases dans la politique d'immigration en France.
- **première phase, de la fin du XIXe siècle jusqu'aux années 1930 . L'élément important est la loi de 1889**, qui donne la nationalité française à l'enfant né en France de parents nés en France. Elle consolide le droit du sol. Préoccupation économique, mais aussi militaire.
- **Deuxième phase (1935-1944), l'immigration devient un enjeu important dans les débats publics** : elle est stigmatisée par la droite et l'extrême droite et défendue par la gauche et les associations qui défendent les droits de l'homme. Apparition d'une politique d'immigration pensée et structurée.
- **Troisième phase 44-74 : le contrôle de l'immigration devient une « priorité »** dans le discours des politiques. L'immigration, bien qu'encadrée, n'est pas freinée. Le regroupement familial est autorisé sans restriction. Les trente glorieuses: arrivée massive d'une main-d'œuvre venue du Maghreb, d'Espagne et du Portugal.

# DÉBAT 1

- ***Quels sont les leviers d'action pour que le travail soit un droit inaliénable ? Le travail clandestin n'est-il pas voulu par les décideurs politiques ?***
- - Le travail clandestin peut être l'effet d'une désorganisation plus que d'une volonté
- - Il y a aussi le choix d'interdire le travail en cas de non-régularisation. En Allemagne, l'accès au travail est accordé désormais dès le dépôt de la demande d'asile. C'est le cas en Suisse depuis plusieurs années
- - La France crée des sans-papiers en différant la remise des titres de séjour
- - Il y a aussi des accords au niveau de l'Union Européenne pour le maintien des sans-papiers dans les secteurs d'activité à bas salaires.

# DÉBAT 2

- **Question :**

- On a parlé de la démographie, pourquoi la fécondité baisse-t-elle ?

- **Réponses :**

- -Il y a le manque de logements, rendu plus aigu par l'augmentation des familles mono-parentales,
  - L'âge de la femme au premier enfant est passé en trente ans de 26 à plus de 31 ans
- -La surpopulation sur certains territoires est aussi un frein à la natalité
- - La natalité est aussi liée au niveau de vie, les enfants sont une garantie pour la retraite des pauvres ( en Afrique notamment), mais ça ne joue pas en France.

# DÉBAT 3

- **Autres remarques du public :**

- -Soulignons la politique du chiffre pour satisfaire l'extrême droite : la France est championne du monde du nombre d'OQTF délivrés, grâce notamment à Mayotte et à la Guyanne.
- - L'Unicef demande un euro pour sauver un enfant de la faim. Ne risque-t-il pas ensuite de croupir dans un camp de réfugiés jusqu'au moment où va mettre en péril sa vie pour devenir sans papiers en France ?
- - Nous sommes dans une mondialisation libérale, les jeunes immigrés acquièrent une bonne formation professionnelle et circulent ensuite au niveau mondial. Faut-il les intégrer en France au risque de priver leur pays d'origine de leurs compétences ?
- - L'institut Montaigne, proche du grand patronat, demande une immigration importante pour les prochaines années et décennies

-

# LES PHASES DE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION

- **Quatrième phase, 1974 jusqu'à aujourd'hui : suspension (théorique) de l'immigration, en dehors du droit d'asile et du regroupement familial.** S'ensuit une valse compliquée de différentes lois opposant gouvernements de gauche et de droite,
- . Sous Valéry Giscard d'Estaing, le regroupement familial est permis, l'aide au logement des immigrés existe, même si leur « rapatriement » est encouragé.
- Politique assouplie sous François Mitterrand, où 130 000 sans-papiers sont régularisés en 1982, et où est créée la carte de dix ans..
- La loi Pasqua de 1986 durcit la politique d'immigration. Dans l'opinion publique, revient en force l'association d'idées entre immigration, insécurité, chômage et peur de l'islam. L'immigration est désormais, pour les gouvernements de droite comme de gauche, un « problème » et elle doit donc être contrôlée voire « choisie ».

# BILAN DÉMOGRAPHIQUE DE L'IMMIGRATION

- **Ne pas confondre immigré et étranger** : un *immigré* est une personne qui réside durablement en France, née étrangère à l'étranger , un *étranger* est une personne qui n'a pas la nationalité française, quel que soit son lieu de naissance. *Au total, plus d'un tiers des immigrés sont Français, et 15 % des étrangers sont nés en France.*
- **Vivent en France** 7,2 millions d'immigrés (10,7 % de la population) et 5,6 millions d'étrangers (8,2%) ( recensement 2023).
- Parmi les 7,2 millions d'immigrés, **2,3 millions viennent d'Europe, soit 32 %.**
- **L'évolution des migrations est liée pour une grande part aux besoins de l'activité économique** : *les immigrés représentent 11,1 % des actifs, 20 % avec leurs descendants (6 millions de personnes).* L'agriculture française, l'industrie, le bâtiment et les travaux publics ou les mines n'auraient jamais pu se développer sans main-d'œuvre immigrée. Manquant de bras, la France est allée chercher de la main-d'œuvre dès les années 1920).

# POPULATION : PREMIER SOLDE NATUREL NÉGATIF DEPUIS 1945

- 2025 : 645 000 naissances, 651 000 décès (- 6000), malgré la poursuite légère de la croissance de l'espérance de vie (85,9% pour les femmes, 80,3 pour les hommes).
- Depuis 2011, le nombre de naissances par an a baissé de 23,6 %. Le **taux de fécondité** est de 1,56 enfants par femme, le plus bas depuis 1918., mais une place toujours singulière en Europe : deuxième derrière la Bulgarie.
- Dans la moyenne européenne pour le **vieillessement** : 21,6 % de plus de 65 ans.
- **La hausse de la population (69,1 millions) continue grâce au solde migratoire : +0,25% par rapport à 2024 (+176 000).**

# LES CHIFFRES PARADOXAUX DE L'IMMIGRATION

- La France a délivré 384.230 premiers titres de séjour en 2025 (+11,2 %),
- . Le nombre de régularisations a baissé de 10,1 % et les expulsions ont bondi de 15,7 %, selon le ministère de l'Intérieur.
- Envol des titres de séjour délivrés pour motif humanitaire
- Durcissement de la politique du ministère de l'Intérieur
- 117 970 titres étudiants (30,7%).
- Baisse des titres économiques (-12,6%)

# LE BILAN ÉCONOMIQUE DE L'IMMIGRATION

- Source CEPII « l'impact de l'immigration sur le marché du travail » Presses de science po novembre 2025
- **L'immigration n'a guère d'impact significatif global sur le salaire et le taux d'emploi des natifs**, mais il peut améliorer les opportunités professionnelles de certains et produire plus de concurrence pour d'autres. Il y a des gagnants et des perdants en fonction de la qualification.
- **Un effet neutre sur les salaires et l'emploi des natifs du pays d'accueil, sauf pour les moins qualifiés.** Une hausse de la population active liée à l'immigration ne va pas obligatoirement se traduire par une dégradation du marché du travail. Dans beaucoup de pays, la part des immigrés qui entreprennent est au moins égale à celle des natifs.
- **Si la concurrence sur le marché du travail avec les natifs reste faible, elle joue surtout entre immigrés**, au détriment de ceux arrivés avec les vagues précédentes,.

# LE BILAN ÉCONOMIQUE DE L'IMMIGRATION

- Source : INSEE, note de conjoncture décembre 2025
- **Les femmes et les diplômés de l'enseignement supérieur représentent une part majeure de la hausse de l'emploi des immigrés en France entre 2021 et 2024.**
- Entre 2019 et 2024, dans les quatre principales économies de la zone euro (Allemagne, France, Italie, Espagne), **la population en âge de travailler (15-64 ans) née à l'étranger** a progressé rapidement : +6,9 % en Italie, +7,3 % en France, 14,2% en Allemagne, 33% en Espagne.
- **L'immigration dans les pays développés est susceptible d'augmenter l'offre de travail, et donc de stimuler la croissance, l'innovation, la productivité et la soutenabilité des systèmes sociaux.**
- **Mais La France « fait plutôt figure d'exception », selon l'Insee** : la progression de l'emploi de 2019 à 2024, qui a été de 5,3 %, s'explique d'abord par celle des travailleurs nés dans le pays,

# EMPLOI : CE QUE L'ÉCONOMIE DOIT À L'IMMIGRATION 2

- L'emploi des immigrés a progressé sous l'effet combiné de la croissance démographique (leur nombre) mais aussi de l'amélioration de leur insertion professionnelle . l'Insee a dénombré 380.000 immigrés en emploi de plus entre 2019 et 2024, dont 230.000 liés au facteur démographique, et 150.000 à la hausse du taux d'emploi .
- Autre exception française, la hausse de l'emploi des personnes nées à l'étranger est portée majoritairement par les femmes.
- En termes de métiers, la contribution des cadres et professions supérieures a assuré la moitié de l'évolution depuis 2021, l'autre moitié correspondant à des emplois peu qualifiés. En Espagne, c'est l'emploi peu qualifié qui prédomine.

# QUELLE PROJECTION ? UNE NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE

- Source : rapport Terra Nova, mai 2025
- Face au vieillissement de la population, la France devra continuer à accueillir jusqu'à 310 000 travailleurs immigrés par an pour préserver son économie et son modèle social (un peu moins qu'en 2022, mais plus que la moyenne des années 2010, 245 000). Le recours à la main-d'œuvre étrangère sera décisif dans les années et décennies qui viennent si l'on veut maintenir le ratio de soutien entre actifs et inactifs à un niveau raisonnable.
- L'analyse du marché du travail actuel montre que les travailleurs immigrés continuent à jouer un rôle économique crucial et complémentaire de la main-d'œuvre native.
- l'immigration n'est pas cantonnée aux métiers peu qualifiés .
- Le document démonte également le mythe d'un coût excessif de l'immigration pour la société . La protection sociale dépend avant tout du travail, et non de l'origine des travailleurs
- **Cela ne peut toutefois passer que par un travail sur « l'acceptabilité » de l'immigration .**

# QUELLE PROJECTION ? UNE NÉCESSITÉ DÉMOGRAPHIQUE

- **Une note de l'Institut Montaigne 'd'obédience libérale publiée en août 2023 rappelle que l'immigration aura une importance primordiale pour la démographie française dans les années à venir :**
- *« Le renouvellement de notre force de travail dépend de l'immigration. Du fait de la chute de la fécondité, l'économie française va manquer de bras et de cerveaux »,*
- **Pour autant, il ne faut pas compter seulement sur l'immigration, qui vieillit aussi** et dont le taux de fécondité baisse une fois implantée en France, pour venir stabiliser le ratio entre population active et population de plus de 65 ans. Il faudrait pour cela une immigration « massive » (2 millions d'arrivées par an entre 2025 et 2050 pour maintenir le ratio au niveau de ce qu'il était en 1995,).
- **Les effets d'une hypothétique augmentation du taux de natalité en France ne se feront sentir qu'après 2040.** *Si les incitations sont importantes, la natalité, elle, ne se décide pas par décret »,*

# IMMIGRATION : LES AUTRES POLITIQUES EUROPÉENNES, L'ESPAGNE

- L'Espagne se singularise par une politique migratoire pragmatique, centrée sur l'immigration de travail et fondée sur l'inclusion par l'emploi.
- « Le gouvernement de coalition de gauche, , a approuvé le 27 janvier dernier la régularisation de plus d'un demi-million de sans-papiers. Il s'agit du dixième programme de régularisations mis en œuvre en Espagne ces quarante dernières années.
- Cette décision intervient près de deux ans après que les députés ont approuvé une initiative législative populaire (ILP) issue des mobilisations du mouvement « Regularización
- « Deux études menées par l'université Pompeu Fabra de Barcelone et l'université Carlos III de Madrid estiment que les programmes de régularisations ont généré entre 3 300 et 4 000 euros de recettes pour les finances publiques par personne et par an.

# IMMIGRATION : LES AUTRES POLITIQUES EUROPÉENNES, L'ALLEMAGNE

- Depuis 2010, l'apport de 2,4 millions de personnes étrangères n'a pas tout à fait comblé la perte de 2,6 millions de nationaux parmi la population en âge de travailler.
- Dans la décennie 2010, la population en Allemagne a crû au total de 1,7 %. Les résidents qui ont la nationalité allemande ont vu leur nombre diminuer de 2,7 % et ceux qui ne l'ont pas (dits « étrangers » dans les statistiques fédérales) augmenter de 47 %.
- — la part des étrangers parmi les apprentis en Allemagne a plus que doublé en dix ans (11 % actuellement) ; en 2020, ils étaient employés principalement dans des branches « en tension » comme l'artisanat, l'électromécanique ou la vente
- Face au défi démographique qui se pose à l'Allemagne et aux peurs de déclin qu'elle nourrit , le pouvoir politique, en accord avec le patronat, s'emploie activement à attirer la main-d'œuvre qualifiée étrangère qui lui est nécessaire.

# IMMIGRATION : LES AUTRES POLITIQUES EUROPÉENNES, L'ITALIE

- En cinq ans, la coalition des droites aura fait venir près d'un million de travailleurs extracommunautaires, pour répondre aux pénuries de main-d'oeuvre. Le dispositif, très bureaucratique, est considéré comme « une machine à créer des migrants irréguliers ».
- Un nouveau décret triennal sur les flux migratoires, signé cette semaine, autorise **près de 500.000 nouvelles entrées entre 2026 et 2028.**
- Selon le centre de recherche de la confindustria, **d'ici à 2028, le pays aurait besoin de 1,3 million de travailleurs supplémentaires pour le simple fonctionnement des activités de production.** Ils s'ajoutent aux 2,5 millions qui manquent déjà. Le patronat estime ainsi que l'Italie devra recourir à au moins 600.000 travailleurs étrangers au cours des cinq prochaines années pour maintenir son taux de croissance. »
- Selon le dernier rapport de l'Istat, l'Italie comptait 8,8 millions de travailleurs âgés de 15 à 34 ans en 2004 contre 6,1 millions l'an dernier. Une hémorragie qui concerne également les 35-49 ans dont le nombre a diminué d'un million. Inversement celui des 50-64 ans a doublé sur la même période pour s'établir à un peu plus de 9 millions.

# IMMIGRATION : LES AUTRES POLITIQUES EUROPÉENNES, LE ROYAUME-UNI

- Une réforme réduit les droits des demandeurs d'asile, en supprimant l'accès automatique aux aides sociales (logement et allocations financières) dont ils bénéficient pendant l'instruction de leur demande.
- Il dégrade aussi le statut des réfugiés : aujourd'hui, ces derniers, une fois leur demande acceptée, accèdent d'abord à un droit de séjour de cinq ans puis à un droit au séjour permanent. Si le texte est adopté, leur statut sera réexaminé tous les trente mois et pourra être remis en cause dans le cas où, entre-temps, leur pays serait devenu « sûr ». Ils ne pourront accéder à un droit au séjour pérenne qu'au bout de vingt ans.
- Pour la ministre de l'intérieur, il faut changer un système « *incontrôlable et injuste* », qui fait peser sur les contribuables la prise en charge des demandeurs d'asile et des réfugiés, et qui divise le pays. »

# IMMIGRATION : LES AUTRES POLITIQUES, LA SCHYZOPHRÉNIE DU JAPON

- Faute de naissances, le Japon ne peut plus fonctionner sans intégrer massivement des travailleurs étrangers. Souffrant d'un indice de fécondité tombé sous le seuil de renouvellement de 2,1, en 1974, le Japon ne fait plus que 680.000 bébés par an. Il enregistre plus d'1,6 millions de décès chaque année.
- Les pénuries de main-d'oeuvre frappent tous les secteurs qui doivent, pour survivre, faire appel à des étrangers en jouant des procédures de visas alambiquées.
- Chaque année, le Japon voit son « stock » de travailleurs étrangers augmenter de 350.000 personnes pour une population étrangère atteignant aujourd'hui 3,77 millions d'individus, soit 3 % du total des habitants de l'archipel. *« A ce rythme, on comptera, dans 20 ans, 10 millions d'étrangers au Japon, soit plus de 10 % de la population »* -
- Longtemps isolé dans ses îles, l'Etat-nation japonais s'est construit sur une forte homogénéité culturelle, linguistique et ethnique

# IMMIGRATION : LA CONCURRENCE DES RÉCITS

Le nombre record d'immigrés arrivés légalement en France en 2025 (384 000, soit 11,2 % de plus qu'en 2024) traduit une forme d'attractivité de la France. Que le nombre annuel de premiers titres de séjour délivrés ait doublé depuis 2011, que la proportion d'immigrés dans la population, qui était restée stable dans les années 1970 à 1990, soit passée de 7,3 % à 11,3 % entre 1999 et 2024, n'est pas anodin.

- **La réalité n'est pourtant pas celle de la « submersion »**: l'instrumentalisation exacerbée de ce thème central des malaises sociaux et identitaires français empêche de l'associer, comme il serait logique de le faire, à la crise démographique et à la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs.
- **Le pire serait que les partisans d'une politique d'immigration humaine, équilibrée et réaliste, se contentent, sans parler-vrai ni proposition d'alternative crédible, d'assister à la surenchère sur le thème de l'immigration.**

# HUMANISER LES RÉCITS

- **Au-delà de l'opposition entre ceux qui veulent des restrictions plus fortes et ceux qui défendent une politique d'accueil, si on abordait ce débat par les faits et par la voix de celles et ceux qui demandent refuge en France ?**
- **Raconter des histoires d'humains, par la littérature et le récit**
- *« Notre société est anesthésiée » nous dit Marianne Leloup-Dassonville. "On s'anesthésie face à toute cette misère et cette douleur parce que c'est trop dur. Mais cette anesthésie produit un processus de déshumanisation pour toutes les populations vulnérables. On préfère se dire que ces personnes ne sont pas comme nous, parce que c'est trop dur d'imaginer qu'elles sont comme nous, qu'elles ont les mêmes rêves, les mêmes peurs, qu'elles avaient des vies très similaires aux nôtres dans leur pays .*